

# Chantiers Canada : promotion des PPP?

*Paul Moist*

L'automne dernier, le gouvernement fédéral dévoilait son plan d'infrastructure « Chantiers Canada » au cours d'un événement médiatique bien orchestré et ponctué de mots à forte résonance comme « historique » et « sans précédent », des mots qui font maintenant partie du vocabulaire de tous les porte-parole gouvernementaux.

Malgré toutes ces expressions ronflantes, l'argent consacré à Chantiers Canada est minime. Par contre, le plan comprend une promotion sans précédent et injustifiée de la privatisation par les partenariats public-privé.

Le gouvernement affirme investir un montant « record » d'argent – plus qu'avant et pour une plus longue période. Techniquement, c'est vrai. Mais le plan offre plus d'argent que les initiatives précédentes uniquement parce qu'il a intégré différents programmes en un seul plan et qu'il a prolongé le financement de quelques années.

En fait, Chantiers Canada ne prévoit pas l'augmentation de financement nécessaire pour répondre aux exigences croissantes du pays en matière d'infrastructure. D'importantes hausses avaient déjà été assurées par les gouvernements précédents, et Chantiers Canada n'annonce que bien peu de nouvel argent – à part le « financement de base provincial-territorial », dans le cadre de l'entente de rééquilibre fiscal avec les provinces qui verse 25 millions de dollars à chaque province et territoire. Bien que ce montant puisse aider les petites provinces, il n'ira pas loin en Ontario ou en Colombie-Britannique.

Tous les autres montants destinés à l'infrastructure dans Chantiers Canada étaient inclus dans des projets précédents qui ont été prolongés ou « réemballés ». En fait, au fil du temps, ce programme conservateur aboutira à une diminution du soutien fédéral à l'infrastructure.

Bien que le gouvernement fédéral n'ait pas accordé l'argent supplémentaire voulu pour entamer de façon « historique » notre déficit d'infrastructure, il impose de nouvelles exigences qui obligent les provinces et les municipalités à avoir recours à des PPP.

Chantiers Canada oblige tout projet qui reçoit un financement fédéral de 50 millions de dollars ou plus à envisager un PPP. Le plan inclut également un fonds pour les PPP de 1,25 milliard de dollars qui subventionnera les projets du secteur privé et la privatisation avec l'argent des contribuables. L'élément final du plan a été annoncé dans le budget de 2008 : « PPP Canada Inc. », une société d'État fédérale dont le mandat est de promouvoir les PPP.

Cette importante mesure a été prise malgré l'accumulation de preuves montrant que les PPP sont une mauvaise politique gouvernementale et un gaspillage de nos impôts. L'une des premières décisions du directeur de PPP Canada Inc. dès son entrée en fonction devrait être de rendre publiques les données sur lesquelles s'appuie le gouvernement pour promouvoir de façon si énergique les PPP.

Si l'expérience de la Colombie-Britannique en matière de PPP est typique, les Canadiens ne doivent pas s'attendre à une vision équilibrée de la part de PPP

Canada Inc. Le Centre canadien des politiques alternatives a conclu que Partnership BC « est incapable de protéger adéquatement l'intérêt public à cause de son propre conflit d'intérêts inhérent ».

Les contribuables ne doivent pas compter sur beaucoup de transparence ou de reddition de comptes pour les PPP promus par le gouvernement de Stephen Harper. En fait, les PPP sont contraires à l'ouverture, à la transparence et à la supervision auxquelles s'est engagé ce gouvernement. Loin d'être ouverts à l'examen public, les PPP sont entourés de secret et laissent dans le noir les élus et les citoyens intéressés.

Le secret commercial intégré dans le processus des PPP rend impossible l'examen public de ces projets – y compris une comparaison indépendante d'optimisation des ressources et une supervision réelle. Le gouvernement conservateur, tout comme les libéraux de l'opposition d'ailleurs, a rejeté les propositions du SCFP qui suggérait d'accroître la transparence et la reddition de compte des contrats et des ententes de PPP dans la *Loi fédérale sur la responsabilité*.

Lorsque les détails des ententes de PPP finissent par être dévoilés, ils montrent ces projets sous leur vrai jour : des méthodes plus coûteuses pour fournir des services et des installations de moindre qualité.

La vérité toute simple, c'est que le secteur privé ne peut pas emprunter à un taux aussi avantageux que les gouvernements. Le Pont de la Confédération, à l'Île-du-Prince-Édouard, que l'on donne en exemple de PPP réussi, a coûté 45 millions de dollars de plus que prévu parce que son financement était privé. Lorsque l'on multiplie ce coût ajouté par le nombre de ponts et d'autoroutes qui ont besoin de réfection ou qui doivent être construits, on arrive à un gaspillage consternant de l'argent des contribuables qui pourrait être consacré directement à l'infrastructure.

Ayant perdu l'argument du coût, les défenseurs des PPP ont changé leur fusil d'épaule et soutiennent maintenant que le coût plus élevé permet d'offrir un meilleur service. Bien entendu, l'expérience montre qu'il n'en est rien. On n'a qu'à songer au nombre de lits perdus dans les hôpitaux en PPP canadiens et britanniques, ou à l'échec du système des eaux privatisé de Hamilton, en Ontario.

Si le gouvernement conservateur avait vraiment voulu faire quelque chose d'historique et de sans précédent, il aura pu créer un programme prévoyant des sources de revenus permanents, stables et durables pour les cités et villes afin de leur permettre d'éliminer le déficit d'infrastructure municipale et de réduire leur dépendance à l'égard des impôts fonciers régressifs. Les maires des villes ont demandé à Stephen Harper un pour cent du revenu fiscal annuel pour le financement de l'infrastructure, ou 6 milliards de dollars par année. Le gouvernement a plutôt choisi de réduire la TPS à cinq pour cent, une mesure qui donne moins d'argent liquide au gouvernement, que ce soit celui-ci ou un autre.

Au lieu de remédier à la crise de l'infrastructure, le gouvernement a décidé de continuer à affamer les municipalités déjà à court d'argent et de mettre en œuvre de nouvelles mesures de promotion des PPP. Si je croyais aux conspirations, je me demanderais si les deux ne sont pas reliés.